

DEPARTEMENT
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION DU PRESIDENT
N°108/2023

Objet : Attribution du marché n°2023-08/OM – Fourniture de carburants à la pompe pour les véhicules et les bennes à ordures ménagères

Auteur de l'acte : Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 relatif aux délégations de pouvoirs pouvant être consenties par le Conseil Communautaire au Président,

Vu les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021 et n°2023/088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la consultation lancée le 26 mai 2023 pour la fourniture de carburants à la pompe pour les véhicules et les bennes à ordures ménagères, dont la publicité a été assurée sur la plateforme AWS - Dauphiné annonces légales,

Considérant que la date de remise des offres était fixée au 03 juillet 2023 à 12h00,

Considérant que 2 plis ont été reçus dans les délais,

Considérant les critères de jugement et de classement des offres prévus par le règlement de consultation, à savoir, prix de l'offre 80% et valeur technique 20%,

Considérant l'analyse des offres reçues en application des critères énoncés ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 juillet 2023,

Considérant que la durée totale du marché est fixée à 12 mois, reconductible 1 fois 12 mois soit une durée totale de 24 mois,

DECIDE

Article1 : D'attribuer l'accord cadre à bons de commande pour la fourniture de carburants à la pompe pour les véhicules et les bennes à ordures ménagères au prestataire suivant :

- **TOTAL MARKETING France**
Dans la limite de 600 000,00 € H.T. / 720 000,00 € T.T.C. sur la durée totale de l'accord-cadre.

Article 2 : De signer les marchés dont les conditions d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le 02 août 2023.



**Le Président,
Jean-Marc PEILLEX.**

Publication le